

35^{ème} RAPPORT ANNUEL 2008
COMPTES ANNUELS 2008

**FONDATION DE PRÉVOYANCE
DE L'AGRICULTURE SUISSE**

Laurstrasse 10, 5201 Brugg AG 1

TABLE DES MATIERES

I.	ORGANES.....	3
	a) Conseil de fondation	3
	b) Organe de révision	3
	c) Direction	4
II.	ACTIVITES	4
	Organes.....	4
	Développement des solutions d'assurance.....	5
III.	RESULTATS COMPTABLES.....	6
IV.	POLITIQUE SOCIALE DE LA FPAS ET DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS.....	6
V.	CONCLUSION	8
VI.	BILAN, COMPTES D'EXPLOITATION, ANNEXES.....	8
VII.	RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION, COMPLEMENTS AU RAPPORT	8

I. ORGANES

a) Conseil de fondation

*	Ambauen	Martin	Union Suisse des Paysans (USP)	6375	BECKENRIED
	Baudet	Olivier	Prométerre (dès le 27.03.08)	1168	VILLARS-SOUS-YENS
	Baumann	Markus	Urner Bauernverband	6460	ALTDORF UR
	Baur	Regula	Bauernverband Aargau (BVA) Muri	5614	SARMENSTORF
	Castella	Romain	Union des paysans fribourgeois (UPF)	1763	GRANGES-PACCOT
*	Dickenmann	Hans	Membre d'honneur	5212	HAUSEN B. BRUGG
	Dürst	Balz	Glarner Bauernverband, Im Bann	8777	DIESBACH
	Ebener	René	Ch. Valaisanne d'Agric. (CVA) (jusqu'au 26.03.08)	1964	CONTHEY
	Fähndrich	Christina	Unione Contadini Ticinesi	6592	S. ANTONINO
	Murenzi	Madeleine	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticul.	2053	CERNIER
*	Gerber	Peter	Président d'honneur	3270	AARBERG
	Haug	Hanspeter	Zürcher Bauernverband	8104	WEININGEN
	Hodel	Alois	Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband (LBV)	6210	SURSEE
	Küchler	Niklaus	Bauernverband Obwalden	6056	KÄGISWIL
	Landolt	Ernst	Schaffhauser Bauernverband	8455	RUEDLINGEN
	Maître	Jacques	Chambre jurassienne d'agriculture	2853	COURFAIVRE
1)*	Müller	Hans	St. Galler Bauernverband	9230	FLAWIL
	Müller	Hansruedi	Kant. landw. Verein von Appenzell	9063	STEIN AR
	Nicod	Bernard	Prométerre (Philos) (jusqu'au 26.03.08)	1000	LAUSANNE
	Philipp	Franz	Bauernvereinigung des Kt. Schwyz	6418	ROTHENTHURM
	Ritz	Rosmarie	Oberw. Landw.-Kammer (OLK) (dès le 27.03.08)	3900	BRIG
	Rösch	Jakob	Schweizerischer Bauernverband	5200	BRUGG
*	Rochat	Jean	Membre d'honneur	1837	CHATEAU-D'OEX
	Schmid	Vreni	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	8474	DINHARD
	Schneider	Donat	LOBAG Management AG	3072	OSTERMUNDIGEN
	Schnyder	Ruedi	Producteurs Suisse de Lait (PLS)	8566	ELLIGHAUSEN
	Schocher	Claudio	Bündner Bauernverband	7001	CHUR
*	Sommer	Paul	ABLA	5600	LENZBURG
*	Streit	Ruth	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	1170	AUBONNE
	Von Grünigen	Adrian	Thurgauer Bauernverband	8570	WEINFELDEN TG
	Vonarburg	Alois	ABLA	6247	SCHÖTZ
	Walter	Hansjörg	Solothurnischer Bauernverband	4658	DAENIKEN SO
2)*	Walter	Hansjörg	Schweizerischer Bauernverband	9545	WÄNGI
	Weber	Stefan	Bauernverband beider Basel	4222	ZWINGEN
*	Willener	Walter	AGORA	1006	LAUSANNE
	Zumbühl	Ferdinand	Nidwaldner Bauernverband	6386	DALLENWIL

* / membres du comité directeur

1) Vice-président

2) Président

b) Organe de révision

Fidartis Revisions AG, Bleicherweg 14, 8022 Zürich

c) Direction

Baer	Elisabeth	Directrice du secrétariat DASFS Windisch
Boos	Edi	Chef du département IT
Bertolami	Daniela	Collaboratrice
Eisenhut	Andreas	Collaborateur / Service de conseils
Kohli	Christian	Directeur adjoint / Chef du département conseil
Lanz	Esther	Directrice de l'administration
Laubacher	Hansjörg	Département recouvrement et poursuites
Meier	Beat	Finances / Comptabilité / Personnel
Meier	Ursula	Collaboratrice / Service de conseils
Peterhans	André	Informatique
Peter	Nico	Collaborateur / Service de conseils
Schober	Fritz	Directeur

En tenant compte des taux d'activité, le personnel représente 6,4 postes de travail à plein temps, à fin 2008.

II. ACTIVITES

Organes

a) Conseil de fondation

Dans sa séance du 14 mai 2008 à Windisch, le Conseil de fondation a adopté le rapport annuel 2007, les comptes 2007 et le budget 2008. Ensuite il adopte le règlement sur la liquidation partielle, les modifications dans le règlement pour la prévoyance professionnelle excédentaire dans le pilier 2b et donne son consentement à l'augmentation de la provision pour la conclusion de contrats du pilier 2b.

Le Conseil de fondation a en outre été informé sur la marche des affaires d'USP Assurances, de la Caisse de pensions de l'agriculture suisse et de la caisse maladie Agrisano.

b) Comité du Conseil de fondation

Le comité du Conseil de fondation a tenu une séance en date du 14 mai 2008 pour préparer la séance du Conseil de fondation.

c) Direction

L'administration des solutions de prévoyance offertes par la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse dans le cadre de la prévoyance professionnelle facultative s'est déroulée sans accroc. La même situation prévaut pour la gestion comptable des quelques 20'000 assuré(e)s volontaires. Le constant accroissement de volume des tâches administratives a été maîtrisé par un personnel inchangé. Ce gain d'efficacité est dû à la très bonne infrastructure présente, au processus administratif rationnel mis en place, en particulier au nouvel accord administratif signé avec notre partenaire de contrat collectif Swiss Life, mais aussi et surtout à l'excellence du travail de l'ensemble du personnel qui mérite nos remerciements.

Suite à la crise financière, il a fallu répondre à de nombreuses questions en rapport avec la sécurité du placement et le degré de couverture de la FPAS. Grâce à un contrat d'assurance intégral, les placements à la FPAS disposent d'une sécurité triple, garantie premièrement par les compagnies d'assurance parties prenantes au contrat, deuxièmement par le fonds de garantie des compagnies d'assurance et troisièmement par le fonds de garantie selon la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle. Comme tous les

placements sont assurés par le contrat intégral, le degré de couverture de la FPAS ne peut pas glisser en dessous de 100%. Cet avantage s'avère particulièrement appréciable en temps de crise.

Développement des solutions d'assurance

Les données statistiques se trouvent en annexe au résultat comptable 2008. Ce dernier a été introduit dans le rapport annuel, comme déjà l'année dernière. Les solutions d'assurance se sont bien développées en 2008. On note une augmentation de 1'218 assuré(e)s dans les nouvelles solutions d'assurance. Par contre, on constate une diminution de 469 assuré(e)s dans les anciennes solutions. Cette situation s'explique par le fait que l'on ne peut plus accepter de nouvelles admissions dans le cadre des anciennes solutions; de ce fait, le nombre de contrats se réduit par le fait que certains arrivent à échéance ou sont dédits. Globalement, le nombre d'assuré(e)s a augmenté de 749 unités pour se porter à 21'613. Il faut considérer dans cette augmentation, que la couverture risque et la prévoyance vieillesse seront conclues désormais d'une manière combinée (à l'exception du Plan E). Du point de vue statistique, chaque nouvelle admission génère dès lors deux nouveaux rapports de prévoyance. Une comparaison avec l'année précédente, en faisant abstraction de cet effet, révèle une stagnation du nombre d'assuré(e)s. La stagnation du nombre d'assuré(e)s dans la FPAS est dans une certaine mesure compensée par la conclusion de contrats d'assurance risque dans le cadre du pilier 3b. Anciennement des paysannes sans revenu AVS avaient par exemple été assurées dans le cadre du 2^e pilier. Cela n'est plus autorisé depuis l'entrée en vigueur de la 1^{ère} révision LPP. A l'heure actuelle, ces personnes doivent être assurées dans le cadre du pilier 3b.

Le volume des primes est passé d'environ CHF 69,2 millions à environ CHF 83,10 millions. La forte augmentation reflète la bonne année 2008 de l'agriculture qui, de ce fait, a permis d'effectuer plus de versements en faveur de la prévoyance professionnelle.

Les prestations et les revenus assurés, ont diminué légèrement dans les anciennes solutions et ont fortement augmenté dans les nouvelles solutions, à l'instar du constat fait ci-dessus pour les mouvements des membres.

Dans les bénéficiaires de prestations, le nombre des bénéficiaires de rentes a augmenté de 416 à 449, dont 63 (année précédente: 57) pour la rente de vieillesse. L'augmentation des rentes d'invalidité porte sur 17 rentes. Les prestations de risque versées passent d'environ CHF 5 millions à CHF 4 millions, à noter toutefois que les prestations sous forme de rente n'ont reculé que de CHF 85'000. La somme totale des prestations versées a augmenté d'environ CHF 13 millions à CHF 22,5 millions. Cette très forte hausse est une conséquence directe des variations constatées dans le cadre de la prévoyance vieillesse lors d'entrées en retraite et de sorties. On constate que l'arrêté du Tribunal fédéral autorisant les assurés à retirer des fonds de prévoyance en faveur d'investissements dans les entreprises déploie ses effets.

Globalement, le développement des sinistres peut être considéré comme très bon dans notre solution de prévoyance.

Le capital vieillesse épargné dans les assurances épargne a augmenté de CHF 460 millions à près de CHF 514 millions. L'imputation d'intérêts a été opérée sur la base du taux de 2,25%, déterminé par Swiss Life. En outre, il a été possible de faire bénéficier les assurances épargne d'un supplément de 0,8% au titre de participation aux bénéfices dans le courant de l'année 2008. Ainsi le rendement global final excède légèrement les 3%, ce qui, pour l'année 2008, constitue une rémunération très réjouissante.

Le très bon développement de la solution de prévoyance s'est encore amplifié par l'accroissement du montant du compte des excédents géré par Swiss Life de CHF 19.6 millions à CHF 22 millions. L'introduction de la gestion indépendante des recettes/dépenses que nous avons convenue avec notre partenaire de contrat collectif Swiss Life dès 2004 s'avère tout à fait satisfaisante. Les profits dégagés sont intégralement imputés à nos assuré(e)s. Nos solutions de prévoyance sont en comparaison très avantageuses et comme démontré ci-devant, elles bénéficient d'un niveau élevé de garantie.

III. RESULTATS COMPTABLES

Le résultat comptable 2008 présente une perte d'environ CHF 1,97 millions. L'écart avec le budget (produit excédentaire de CHF 0,34 millions) démontre que la fortune libre de la FPAS n'est pas épargnée par la crise financière. Il résulte une perte sur placements de capitaux de près de CHF 2,05 millions, après avoir dissout environ CHF 1,07 millions de réserves pour fluctuation des valeurs. Le résultat technique (résultat sans le rendement du capital, les augmentations de cours, la dissolution de fonds et les réserves) présente un bénéfice de CHF 80'000 environ. Pour plus de détails, nous vous renvoyons au bilan, comptes d'exploitation et compléments figurant en annexe.

IV. POLITIQUE SOCIALE DE LA FPAS ET DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

Considérations générales

Aucun progrès notable n'a été constaté lors de la révision de diverses assurances sociales, telles que l'AVS, l'AI, la LACI, la LAMal ou la LAA. A l'occasion de la votation du 1^{er} juin 2008, le peuple n'a pas suivi le mot d'ordre de l'USP et a rejeté le projet «Qualité et efficacité économique dans l'assurance-maladie». L'initiative populaire «Pour un âge de l'AVS flexible» a connu le même sort lors du scrutin du 30 novembre 2008. L'USP avait recommandé de rejeter cet objet, estimant qu'il serait erroné et trop coûteux de vouloir abaisser l'âge de la retraite dans une société où l'espérance de vie continue d'augmenter.

La nouvelle Loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) est entrée en vigueur le 1er janvier 2009. La Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA) reste toutefois aussi en vigueur. La LAFam a cependant pour conséquence que les allocations pour enfants selon la LFA s'élèvent désormais au minimum à 200 francs dans les régions de plaine et à 220 francs dans les régions de montagne.

En 2008, diverses prises de position concernant des révisions de loi en cours ont été élaborées et les intérêts des familles paysannes ont été défendus au sein de différentes commissions.

Réglementation de la main-d'œuvre étrangère et marché du travail

Le 8 février 2009, le peuple suisse a accepté la reconduction de la libre circulation des personnes avec l'UE et de son extension à la Roumanie et la Bulgarie. Un refus aurait eu de graves conséquences pour l'économie suisse, la production agricole et le marché du travail agricole. Le Comité de l'USP s'est donc prononcé à l'unanimité en faveur d'un oui, et l'USP a participé activement à la campagne de votations. Afin de remédier aux difficultés rencontrées dans l'agriculture traditionnelle pour recruter de la main-d'œuvre en provenance des nouveaux États de l'UE, les efforts de recrutement ont été intensifiés, et une série d'entretiens a eu lieu avec les autorités fédérales et cantonales.

Domaine d'affaires USP Assurances, Caisse maladie Agrisano, Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Fondation de la Caisse de pensions de l'agriculture suisse

Grâce à son concept d'assurance et un conseil très complet en matière d'assurances agricoles, USP Assurances est en mesure d'offrir aux familles paysannes une protection des personnes et des biens fiable et avantageuse. Les offres de la caisse-maladie Agrisano, de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse (FPAS) et de la Fondation de la caisse de pensions de l'agriculture suisse (CPAS) sont coordonnées et, si nécessaire, complétées par des offres supplémentaires. L'assurance globale proposée par USP Assurances constitue la solution la plus avantageuse pour couvrir toutes les obligations d'assurances accident et maladie, ainsi que de prévoyance professionnelle. USP Assurances a connu une excellente évolution de ses affaires en 2008. Mais tant la caisse-maladie Agrisano que la FPAS et la CPAS n'ont pas réussi à échapper aux répercussions de la crise financière en ce qui concerne leurs placements de capitaux. A la fin 2008, leurs situations financières respectives pouvaient néanmoins être qualifiées de bonnes à très bonnes. L'incertitude demeure toutefois quant à la tournure que prendra la crise financière et quant aux coûts de la santé de nouveau orientés à la hausse.

Les services agricoles de conseils en assurances

Dans les cantons, des services de conseils en assurances sont à la disposition des paysans et paysannes qui peuvent se faire conseiller d'une manière neutre et compétente.

AG	056 460 50 40	Bauernverband Aargau (BVA), Im Roos 5, 5630 Muri AG
AI	071 788 89 00	Bauernverband Appenzell, Hoferbad 2, 9050 Appenzell
AR	071 333 30 15	Brülisauer Hans, Ebnet, 9054 Haslen
	071 367 10 32	Müller Hansruedi, Hagtobel 288, 9063 Stein
	071 793 39 14	Neff Josef, Hintere Schwantlen 311, 9055 Bühler
BE	031 938 22 22	LOBAG Management AG, Forelstrasse 1, 3072 Ostermundigen
	031 910 51 29	Agro-Treuhand Rütli, 3052 Zollikofen
	031 720 12 40	Agro-Treuhand Schwand, 3110 Münsingen
	034 409 37 50	Agro-Treuhand Bäregg, 3552 Bärau
	062 916 01 05	Agro-Treuhand Waldhof, 4900 Langenthal
	032 312 91 51	Agro-Treuhand Seeland, Herrenhalde 80, 3232 Ins
	033 650 84 84	Agro-Treuhand Berner Oberland, 3702 Hondrich
	032 312 91 11	INFORAMA Seeland, Herrenhalde 80, 3232 Ins
	032 482 61 40	Fiduciaire SEGECA, Beau Site 9, 2732 Loveresse
BL	061 763 70 70	Bauernverband beider Basel, Dorfstrasse 8, 4222 Zwingen
FR	026 467 30 00	Freiburgischer Bauernverband (FBV), Route de Chantemerle 41, 1763 Granges-Paccot
	026 305 55 00	Institut agricole Grangeneuve, Herrn Peter Linder, 1725 Posieux
GL	055 640 98 20	Glarner Bauernverband, Ygrubenstrasse 9, 8750 Glarus
GR	081 254 20 00	Bündner Bauernverband, Sekretariat, Sägenstrasse 97, 7000 Chur
JU	032 426 83 01	Chambre jurassienne d'agriculture, CP 100, 2853 Courfaivre
LU	041 925 80 70	Versicherungsberatung, Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband (LBV), Schellenrain 5, 6210 Sursee
NE	032 889 36 50	Chambre neuchâtelaise d'agriculture et de viticulture CNAV, Route de l'Aurore 4, 2053 Cernier
NW / OW	041 622 00 90	Agro-Treuhand Uri, Nid- u. Obwalden GmbH, Beckenriedstrasse 34, 6374 Buochs
SG	071 394 60 16	St. Galler Bauernverband, Magdenauerstrasse 2, 9230 Flawil
SH	052 681 13 66	Stoll Virginia, Plomberg 390, 8217 Wilchingen
SO	032 628 60 66	Solothurnischer Bauernverband, Ob. Steingrubenstr. 55, 4503 Solothurn
SZ	041 825 00 65	Bauernvereinigung des Kt. Schwyz, Landstr. 35, Postfach 63, 6418 Rothenthurm
TG	071 626 28 90	Thurgauer Bauernverband, Amriswilerstrasse 50, 8570 Weinfelden
TI	091 851 90 91	Unione Contadini Ticinesi, Via Gorelle, 6592 S. Antonino
UR	041 871 13 50	Agro-Treuhand Uri, Nid- u. Obwalden GmbH, St. Josefsweg 15, 6460 Altdorf
VD	021 614 24 24	Prométerre, Avenue des Jordils 1, 1006 Lausanne
VS	027 345 40 10	Chambre valaisanne, case postale 96, Châteauneuf, 1964 Conthey
	027 948 08 22	Landw. Schule Oberwallis, Matthäus Schinner, Postfach 368, 3930 Visp
	027 945 15 71	Oberwalliser Landwirtschaftskammer (OLK), Talstr. 3, 3930 Visp
ZG	041 790 43 27	Niederberger Renate, Stockeri 10a, 6343 Risch
ZH	044 217 77 55	Zürcher Bauernsekretariat, Nüscherstrasse 35, 8001 Zürich
CH	056 462 51 55	SBV Versicherungen, Laurstrasse 10, 5201 Brugg AG

V. CONCLUSION

L'évolution des affaires de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse durant l'année écoulée donne satisfaction, si nous faisons abstraction du résultat financier de la fortune libre de la fondation. Il s'agira à l'avenir d'intensifier nos efforts dans la conclusion de nouveaux contrats de prévoyance, tant en ce qui concerne les assurances risquent que le capital épargne. En collaboration avec USP Assurances et la caisse maladie Agrisano, la FPAS lancera une campagne visant à renforcer le service de conseil global dans les organisations paysannes cantonales.

Nous remercions nos clients, nos partenaires dans les cantons et dans la branche des assurances pour la bonne collaboration. Un merci tout particulier est adressé au personnel pour son engagement sans faille et de qualité.

Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse

Le Président:

Le Directeur:

Hansjörg Walter

Fritz Schober

VI. BILAN, COMPTES D'EXPLOITATION, ANNEXES*

VII. RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION / COMPLEMENTS AU RAPPORT*

(*Ces documents existent qu'en allemand)

Traduction officielle : Union Suisse des Paysans, Laurstrasse 10, 5200 Brougg

VI. ANHANG

BILANZ	Index Anhang	31.12.2008 CHF	31.12.2007 CHF
AKTIVEN			
Vermögensanlagen		39'808'218.39	40'817'367.15
Flüssige Mittel		5'724'680.91	3'984'411.88
Eidg. Steuerverwaltung		43'902.63	13'932.62
Debitoren	71	29'327'272.85	28'519'417.65
Wertschriften	63	4'662'362.00	8'249'605.00
Hypotheken-Darlehen		50'000.00	50'000.00
Aktive Rechnungsabgrenzung	72	0.00	1'850'000.00
Total Aktiven		39'808'218.39	42'667'367.15
PASSIVEN			
Verbindlichkeiten		975'745.53	5'728'249.30
Kreditoren	73	611'069.45	5'386'938.50
Kontokorrent Pensionskassenstiftung		214'676.08	191'310.80
Rückstellungen EDV		150'000.00	150'000.00
Fonds Mutationsgewinne		0.00	0.00
Passive Rechnungsabgrenzung	74	30'759'870.24	25'824'280.55
Wertschwankungsreserve	62	1'286'396.10	2'362'705.00
Freie Mittel / Stiftungsvermögen		6'786'206.52	8'752'132.30
Stand zu Beginn der Periode		8'752'132.30	8'342'619.06
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)		-1'965'925.78	409'513.24
Total Passiven		39'808'218.39	42'667'367.15
Bilanzanmerkung			
Bei der Swiss Life bestehen weitere Guthaben:	52		
- Überschusskonto Vertrag G3253		20'789'021.00	18'867'399.00
- Überschusskonto Vertrag G0681		1'218'656.00	782'273.00
	91	22'007'677.00	19'649'672.00

BETRIEBSRECHNUNG	Index Anhang	2008 CHF	2007 CHF
Versicherungsertrag		83'111'133.25	69'239'005.65
Beiträge der Versicherten	22	83'111'133.25	69'239'005.65
Zufluss aus Versicherungsverträgen		83'111'133.25	69'239'005.65
Reglementarische Leistungen	26	-22'530'545.65	-13'045'614.90
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien			
Ertrag aus Versicherungsleistungen		22'530'545.65	13'045'614.90
Versicherungsleistungen		22'530'545.65	13'045'614.90
Versicherungsaufwand		-83'221'232.05	-69'338'114.25
Versicherungsprämien		-83'111'133.25	-69'239'005.65
Beiträge an Sicherheitsfonds		-110'098.80	-99'108.60
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil		-110'098.80	-99'108.60
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	64	-3'122'306.45	-454'877.27
Kapitalertrag		-3'113'060.70	-448'389.52
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	65	-9'245.75	-6'487.75
Sonstiger Ertrag		1'804'839.10	2'261'111.35
Provisionen aus Versicherungsverträgen		1'804'839.10	1'668'006.35
Auflösung Fonds Mutationsgewinne		0.00	43'105.00
Auflösung Rückstellungen EDV		0.00	550'000.00
Sonstiger Aufwand		0.00	9'500.00
Debitorenverluste		0.00	9'500.00
Verwaltungsaufwand	75	-1'614'668.53	-1'511'105.24
Verwaltungsaufwand		-1'614'668.53	-1'511'105.24
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Bildung Wertschwankungsreserve		-3'042'234.68	205'520.24
Bildung (-) / Auflösung (+) Wertschwankungsreserve	62	1'076'308.90	203'993.00
Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)		-1'965'925.78	409'513.24

ANHANG

1 Grundlagen und Organisation

11 Rechtsform und Zweck

Die Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft, unterhält für selbstständig erwerbende Landwirtinnen und Landwirte und deren mitarbeitenden Familienangehörigen, die über ein AHV-pflichtiges Einkommen verfügen, im Rahmen der weitergehenden beruflichen Vorsorge, eine Vorsorgelösung.

12 Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die Stiftung befasst sich mit der weitergehenden beruflichen Vorsorge und ist im Register für die berufliche Vorsorge nicht eingetragen. Sie entrichtet dem Sicherheitsfonds BVG Beiträge.

13 Angabe der Urkunde, Reglemente und Kollektivverträge

Stiftungsurkunde	29.01.1973
Organisationsreglement	16.02.1976
Teilliquidations-Reglement	01.01.2008
Finanzreglement	16.02.1976
Anlagereglement	01.01.2006
Reglement für die Risiko- und Sparversicherungen im Rahmen der freien beruflichen Vorsorge der zweiten Säule	01.10.2001
Reglement für die weitergehende berufliche Vorsorge der zweiten Säule	01.01.2004 01.07.2008
Kollektivvertrag mit dem Pool der Lebensversicherer, unter Federführung der Swiss Life (Säule 2b), inkl. Reglement für die Risiko- und Sparversicherungen, Vertrag G3253/G3254	01.01.1973 01.01.1983 01.01.2007
Kollektivvertrag mit der Rentenanstalt/Swiss Life (Säule 2b), inkl. Reglement für die weitergehende berufliche Vorsorge der zweiten Säule, Vertrag G0681	01.01.2004 01.01.2007

14 Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

Stiftungsrat 2005 - 2008

<u>Vorname Name</u>	<u>Vertreter für:</u>	<u>Ort</u>	<u>Bemerkungen</u>
* Ambauen Martin	Schweizerischer Bauernverband	Beckenried	
Baudet Olivier	Prométerre	Lausanne	ab 27.03.2008
Baumann Markus	Urner Bauernverband	Altdorf UR	
Baur Regula	Bauernverband Aargau	Sarmenstorf	
Castella Romain	Chambre fribourgeoise d'agriculture	Granges-Paccot	
Dürst Balz	Glerner Bauernverband, Im Bann	Diesbach	
Ebener René	Chambre valaisanne d'agriculture	Conthey	bis 26.03.2008
Fähndrich Christina	Unione Contadini Ticinesi	S. Antonino	
Haug Hanspeter	Zürcher Bauernverband	Weiningen	
Hodel Alois	Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband	Sursee	
Küchler Niklaus	Bauernverband Obwalden	Kägiswil	
Landolt Ernst	Schaffhauser Bauernverband	Ruedlingen	
Maître Jacques	Chambre jurassienne d'agriculture	Courfaivre	
* Müller Hans	St. Galler Bauernverband	Flawil	Vizepräsident **
Müller-Solenthaler	Kant. Landwirtschaftlicher Verein von Appenzell AR	Stein AR	
Murenzi Madeleine	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Cernier	
Nicod Bernard	Prométerre	Lausanne	bis 26.03.2008
Philipp Franz	Bauernvereinigung des Kantons Schwyz	Brunnen	
Ritz Rosemarie	Oberwalliser Landwirtschaftskammer	Brig	ab 27.03.2008
Rösch Jakob	Schweizerischer Bauernverband	Brugg	
Schmid Vreni	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	Dinhard	
* Schneider Donat	LOBAG	Ostermundigen	
Schnyder Rudolf	Schweizer Milchproduzenten	Ellighausen	
Schocher Claudio	Bündner Bauernverband	Chur	
* Sommer Paul	ABLA	Lenzburg	
* Streit Ruth	Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband	Aubonne	
Von Grünigen Adrian	Thurgauer Bauernverband	Weinfelden TG	
Vonarburg Alois	ABLA	Schoetz	
* Walter Hansjörg	Schweizerischer Bauernverband	Wängi	Präsident **
Walter-Michel Hansjörg	Solothurnischer Bauernverband	Solothurn	
Weber Stefan	Bauernverband beider Basel	Zwingen	
* Willener Walter	AGORA	Lausanne	
Zumbühl Ferdinand	Nidwaldner Bauernverband	Dallenwil	

* Mitglieder des Ausschusses

** Der Präsident und der Vizepräsident zeichnen kollektiv zu zweien

15 Geschäftsstelle / Zeichnungsberechtigung

Vorname Name

Fritz Schober Geschäftsführer
 Esther Lanz Leiterin Administration
 Christian Kohli Stv. Geschäftsführer / Leiter Beratung
 Beat Meier Leiter Finanzen / Personal
 Edi Boos Leiter IT

Zeichnungsberechtigung

Kollektiv zu zweien
 Kollektiv zu zweien
 Kollektiv zu zweien
 Kollektiv zu zweien
 Kollektiv zu zweien

Adresse

Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft
 Laurstrasse 10, 5200 Brugg

Telefon

Tel. 056 462 51 33

E-Mail

info@vstl.ch

Internet

www.vstl.ch

16 Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde

Experte

Experte für berufliche Vorsorge
 Walter Keller, c/o Swiss Life, Postfach, 8022 Zürich

Kontrollstelle

Fidartis Revisions AG, Bleicherweg 14, 8022 Zürich
 Peter Marck (Leitender Revisor)

Aufsichtsbehörde

Bundesamt für Sozialversicherung, 3003 Bern
 Aufsicht Berufliche Vorsorge

2 Aktive Mitglieder und Rentner

21 Aktive Versicherte	31.12.2008	31.12.2007
Risikoversicherungen (alte Lösung)		
Männer	8'406	8'625
Frauen	5'372	5'510
Total (Anzahl)	13'778	14'135
Sparversicherung (alte Lösung)		
Männer	3'743	3'844
Frauen	198	209
Total (Anzahl)	3'941	4'053
Risikoversicherungen (neue Lösung)		
Männer	1'640	1'116
Frauen	501	356
Total (Anzahl)	2'141	1'472
Sparversicherung (neue Lösung)		
Männer	1'333	890
Frauen	420	314
Total (Anzahl)	1'753	1'204
Total Aktive Versicherte	21'613	20'864

Versicherte, die mehrere Verträge abgeschlossen haben, sind in der entsprechenden Anzahl der Versicherungsarten einzeln eingerechnet.

22 Beiträge der aktiven Versicherten	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Alte Lösung	47'852'849.00	45'965'405.75
Neue Lösung	35'258'284.25	23'273'599.90
Total	83'111'133.25	69'239'005.65

23 Versicherte Leistungen (Alte Lösung)	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Todesfallkapital	975'037'809.00	1'042'882'378.00
Invalideitätskapital	82'019'675.00	90'081'950.00
Invalide Renten	189'994'200.00	192'994'161.00

Versicherte Leistungen (Neue Lösung)		31.12.2008	31.12.2007
		CHF	CHF
Versichertes Einkommen	Plan A	46'961'260.00	33'948'856.00
	Plan B	10'694'566.00	6'846'900.00
	Plan C	10'868'265.00	6'763'133.00
	Plan D	18'612'546.00	11'405'882.00
Total versichertes Einkommen		87'136'637.00	58'964'771.00
Invalidenrenten	Plan A / 10% des versicherten Einkommens	4'696'126.00	3'394'885.60
	Plan B / 30% des versicherten Einkommens	3'208'369.80	2'054'070.00
	Plan C / 60% des versicherten Einkommens	6'520'959.00	4'057'879.80
	Plan D / 60% des versicherten Einkommens	11'167'527.60	6'843'529.20
Total Invalidenrenten		25'592'982.40	16'350'364.60
Hinterlassenenrenten	Plan A / 80% der Invalidenrente	3'756'900.80	2'715'908.50
	Plan B / 80% der Invalidenrente	2'566'695.85	1'643'256.00
	Plan C / 80% der Invalidenrente	5'216'767.20	3'246'303.85
	Plan D / Keine Hinterlassenenleistungen	0.00	0.00
Total Hinterlassenenleistungen		11'540'363.85	7'605'468.35
 24 Rentenbezüger		 31.12.2008	 31.12.2007
Altersrenten	Männer	67	53
	Frauen	6	4
Invalidenrenten	Männer	288	266
	Frauen	88	93
Total Rentenbezüger		449	416

Die Statistik der Rentenbezüger basiert auf den Datenmeldungen der SwissLife, welche auch die Auszahlung der Renten, im Auftrag der Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft, vornimmt.

25 Kapitalbezüger		31.12.2008	31.12.2007
Austritte	Männer	27	14
	Frauen	5	3
Pensionierungen	Männer	85	51
	Frauen	4	4
IV - Kapital	Männer	2	13
	Frauen	1	2
Todesfallkapital	Männer	13	20
	Frauen	5	9
Total Kapitalbezüger		142	116
26 Ausbezahlte Leistungen		31.12.2008	31.12.2007
Risikoleistungen		CHF	CHF
Invalidenrenten	Männer	2'472'190.00	2'427'719.20
	Frauen	632'899.00	762'080.20
IV - Kapital	Männer	30'299.30	340'650.50
	Frauen	2'896.00	12'573.30
Todesfallkapital	Männer	702'341.70	1'152'738.45
	Frauen	205'231.75	351'817.75
Total Risikoleistungen		4'045'857.75	5'047'579.40
Übrige Leistungen			
Altersrenten	Männer	509'476.70	351'121.10
	Frauen	4'963.00	8'742.40
Austritte (Kapital)	Männer	4'529'051.90	1'150'132.00
	Frauen	243'879.00	98'407.00
Pensionierungen (Kapital)	Männer	12'918'247.30	6'042'821.00
	Frauen	69'070.00	346'812.00
WEF-Vorbezug	Männer	110'000.00	0.00
	Frauen	100'000.00	0.00
Total übrige Leistungen		18'484'687.90	7'998'035.50
Total ausbezahlte Leistungen		22'530'545.65	13'045'614.90

3 Art der Umsetzung des Zwecks

31 Erläuterung des Vorsorgeplans

Weitergehende berufliche Vorsorge (Säule 2b)

Im Rahmen der weitergehenden beruflichen Vorsorge der Säule 2b wird den Bauern und mitarbeitenden Familienmitgliedern ermöglicht, Versicherungen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Tod und Invalidität abzuschliessen. Zu diesem Zweck wurde mit einem Pool von Lebensversicherungsgesellschaften unter der Federführung der Rentenanstalt/Swiss Life ein Kollektivvertrag (Vollvertrag) abgeschlossen. Alle von der VSTL versprochenen Leistungen sind durch diesen Kollektivvertrag versichert.

Kollektivvertrag Nr. G3253 vom 1.1.1973 bzw. 1.1.1983 (Säule 2b) (Gemäss neuem Reglement keine Neuabschlüsse mehr)

Im Rahmen der alten Vorsorgelösung bestehen folgende Versicherungspläne:

Plan A Todesfall- und Invaliditätsversicherung zwischen Alter 15 und 60 mit einem Todesfall- bzw. Invaliditätskapital, welches bis Alter 40 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 41 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt

Plan B Todesfall- und Invaliditätsversicherung zwischen Alter 15 und 60 mit einem Todesfall- bzw. Invaliditätskapital, welches bis Alter 50 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 51 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt

Plan E Invaliditäts- und Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), mit einer bis zum Rücktrittsalter gleich bleibenden Invalidenrente und einem ab Beginn jährlich gleichmässig bis auf Null im Rücktrittsalter abnehmenden Todesfallkapital

Plan F Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 60, mit einem Todesfallkapital, welches bis Alter 40 gleich hoch bleibt und zwischen Alter 41 und 60 jährlich um einen gleichen Betrag bis auf Null abnimmt

Plan H Todesfallversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), bestehend aus einem ab Beginn der Versicherung bis zum Rücktrittsalter konstanten Todesfallkapital

Plan G Sparversicherung zwischen Alter 15 und 62 (Frauen) bzw. 65 (Männer), bestehend aus einem Erlebens- bzw. einem Todesfallkapital in gleicher Höhe

Kollektivvertrag Nr. G0681 vom 1.1.2004

Im Rahmen der neuen Vorsorgelösung für die weitergehende berufliche Vorsorge, bei der nur noch die Swiss Life als Vertragspartner auftritt, werden folgende Pläne angeboten:

Plan A

Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	10%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%

Plan B

Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	30%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%

Plan C

Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	60%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	80%

Plan D

Invalidenrente in % des versicherten Einkommens	60%
Hinterlassenenrente in % der Invalidenrente	0%

Plan E

Der Abschluss dieses Planes ist nur gemäss den Bedingungen von Art. 10, Abs. 4, möglich.

Ergibt sich aufgrund der Gesundheitsprüfung ein wesentlich höheres Risiko, so dass die Versicherung aufgrund der Bestimmungen von Art. 3 Abs. 6 abgelehnt werden muss, so kann ein Plan E, der nur den Beitrag für die Altersvorsorge umfasst beantragt werden.

32 Finanzierung, Finanzierungsmethode

Alte Lösung

Bei den Risikoplänen A, B, E, F und H beträgt der Jahresbeitrag CHF 120.00 oder ein Vielfaches davon. Der Sparbeitrag (Plan G) beträgt 20% des jeweils bei Versicherungsbeginn bzw. per 1. Januar gemeldeten versicherten Einkommens.

Neue Lösung

Die Beiträge für den Risikoschutz entsprechen dem im Anhang zum Reglement festgelegten Prozentsatz des versicherten Lohnes. Der Beitragssatz richtet sich nach Plan, Alter, Geschlecht und versichertem Risiko.

Der Beitrag für die Altersvorsorge in % des versicherten Einkommens wird für alle Pläne wie folgt festgelegt:

- bis 31.12. nach Vollendung des 40. Altersjahres 20%
- ab 01.01. nach Vollendung des 40. Altersjahres 25%

4 Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit

41 Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26

Die Jahresrechnung entspricht den Vorschriften von Swiss GAAP FER 26.

42 Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze entsprechen den Vorschriften von Art. 47, 48 und 48a BVV 2 sowie Swiss GAAP FER 26. Verbucht sind aktuelle bzw. tatsächliche Werte per Bilanzstichtag.

- Flüssige Mittel, Forderungen, Verbindlichkeiten: Nominalwert
- Wertschriften: Kurswert
- Abgrenzung und Nicht-technische Rückstellungen: Best mögliche Schätzung durch die Geschäftsführung.
- Sollwert der Wertschwankungsreserve: Nach der Praktiker-Methode.

5 Versicherungstechnische Risiken / Risikodeckung / Deckungskapital

51 Ergebnis des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Die letzte Erklärung des Experten datiert vom 9. Mai 2008 bestätigt dass,

- zwischen dieser Vorsorgeeinrichtung und SwissLife folgende Lebensversicherungsverträge für die Risiken Alter, Tod und Invalidität bestehen: Vertrags-Nr. 3253 / 3254 /G0681

52 Bilanzanmerkung / Überschusskonto

Bei diesen Guthaben handelt es sich um eine Rückstellung für die Verwendung der reglementarischen Überschüsse. Siehe auch Anhang Ziffer 91.

53 Deckungskapital

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Alte Lösung (Vertrag G3253/3254)	445'546'643.00	411'306'314.00
Neue Lösung (Vertrag G0681)	68'752'182.00	48'740'113.00
Total	514'298'825.00	460'046'427.00

6 Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

61 Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Da mit der Swiss Life ein Vollvertrag besteht, legt die VSTL nur einen sehr kleinen Teil des vorhandenen Vermögens selber an.

62 Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Stand der Wertschwankungsreserve am 1.1.	2'362'705.00	2'566'698.00
Auflösung zugunsten (-) / Zuweisung zulasten (+) der Betriebsrechnung	-1'076'308.90	-203'993.00
Wertschwankungsreserve gemäss Bilanz	1'286'396.10	2'362'705.00
Zielgrösse der Wertschwankungsreserve (Betrag)	1'286'396.10	2'362'705.00
Reservedefizit bei der Wertschwankungsreserve	0.00	0.00

Die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve basiert auf dem Anlagereglement (Anhang 2) vom 01.01.2006 und beträgt für die Obligationen 15% und die Aktien 30% des Kurswertes per 31.12.2008. Basierend auf diesen Ansätzen ist die Kursschwankungsreserve per 31.12.2008 vollumfänglich gebildet.

63	Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien	31.12.2008	31.12.2007
		CHF	CHF
	Obligationen CHF	748'750.00	747'850.00
	Aktien CHF	3'913'612.00	7'501'755.00
	Total	4'662'362.00	8'249'605.00
64	Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage	31.12.2008	31.12.2007
		CHF	CHF
	Liquidität	125'832.70	39'018.28
	Obligationen CHF	19'650.00	20'000.00
	Aktien CHF	-3'260'293.40	-509'157.80
	Hypothekendarlehen	1'750.00	1'750.00
	Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	-9'245.75	-6'487.75
	Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	-3'122'306.45	-454'877.27
65	Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	31.12.2008	31.12.2007
		CHF	CHF
	Kauf und Verkauf von Wertschriften	3'940.00	0.00
	Depotgebühren	5'184.15	6'364.00
	Steuerauszug	121.60	123.75
	Total Verwaltungsaufwand der Vermögensanlage	9'245.75	6'487.75

7 Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

71 Debitoren	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Debitoren gemäss OP-Liste	118'472.30	77'172.35
Delkredere	-7'000.00	-7'000.00
SwissLife Vertrag G3253 (2b)	24'902'607.55	28'424'245.30
SwissLife Vertrag G0681 (2b)	4'224'832.20	0.00
Uebrige Debitoren	88'360.80	25'000.00
Total Debitoren	29'327'272.85	28'519'417.65
72 Aktive Rechnungsabgrenzung	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Vorauszahlung 2008 / Prämie G0681	0.00	1'850'000.00
Total Aktive Rechnungsabgrenzung	0.00	1'850'000.00
73 Kreditoren	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
SwissLife / Prämienzahlungskonto Vertrag G0681	0.00	4'688'162.75
SwissLife / R-Zlg. VK-Entschädigung G3253	400'000.00	300'000.00
Abrechnung Sicherheitsfonds	110'098.80	99'108.60
Diverse Kreditoren	100'970.65	299'667.15
Total Kreditoren	611'069.45	5'386'938.50
74 Passive Rechnungsabgrenzung	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Zahlungseingänge für das Folgejahr	5'530'223.20	5'226'918.70
Durch SwissLife noch nicht abgerechnet G3253 (2b)	24'895'308.55	19'770'117.45
SwissLife "System Abzug" 2b	-8'422.20	-3'996.60
Provisorische Zahlungen G0681 (2b)	166'418.50	539'421.90
Differenz Prämienzahlungskonto G3253	35'082.19	439.80
Uebrige Passive Rechnungsabgrenzung	141'260.00	291'379.30
Total Passive Rechnungsabgrenzung	30'759'870.24	25'824'280.55

75 Verwaltungsaufwand	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Personalaufwand	978'658.85	990'976.65
Provision Vertragspartner	387'961.10	304'010.00
Miete und Nebenkosten	83'125.45	64'109.10
Porti und Telefon	54'116.68	50'441.10
EDV-Kosten	25'833.30	25'233.75
Drucksachen/Büroaufwand	22'359.00	16'819.10
Stiftungsrat	7'780.00	8'725.50
Post- und Bankspesen	7'512.65	8'425.19
Public Relation	20'150.30	2'012.45
Revision	10'437.20	10'437.20
Diverse Aufwendungen	16'734.00	29'915.20
Total Verwaltungsaufwand	1'614'668.53	1'511'105.24

8 Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die Jahresrechnung 2007 wurde ohne Bemerkung genehmigt.

Mit Schreiben vom 01.11.2007 fordert das Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) die Stiftung auf, die Handhabung von Retrozessionen mit den jeweiligen Vertragspartnern vertraglich zu regeln und die Details im Anhang auszuweisen.

- Da kein Kapital in Fondsanlagen investiert ist, gibt es keine Retrozessionen.

9 Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage

91 Überschussbeteiligung aus Versicherungsverträgen gemäss Artikel 68 a BVG

Die Swiss Life und die Vorsorgestiftung der Schweizerischen Landwirtschaft (VSTL) haben vertraglich vereinbart, dass die bestehenden Kollektivversicherungsverträge der beruflichen Vorsorge in einer eignen Einnahmen- und Ausgabenrechnung geführt werden. Die letzte zur Verfügung stehende Einnahmen- und Ausgabenrechnung datiert vom 8. Mai 2008 und betrifft den Überschuss aus dem Rechnungsjahr 2007. Die Einnahmen- und Ausgabenrechnung für das Jahr 2008 erwarten wir im Mai 2009.

Gemäss der Einnahmen- und Ausgabenrechnung 2007 wurden dem Überschusskonto der VSTL folgende Überschussbeteiligungen den verzinlichen Überschusskonti gutgeschrieben:

Die Verwendung der Überschüsse erfolgte nach den Bestimmungen im Reglement.

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Zuweisung Überschuss		
Risikoversicherungsvertrag G3253	7'152'714.00	6'902'725.00
Sparversicherungsvertrag G3254	2'546'612.00	2'316'723.00
Risiko- und Sparversicherungsvertrag G0681	1'077'703.00	582'914.00
Total	10'777'029.00	9'802'362.00

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
Verwendung Überschuss		
Bestand Überschusskonto per 01.01.	19'649'672.00	17'445'468.00
Total Zuweisung Überschuss	10'777'029.00	9'802'362.00
Belastung Verwaltungskosten der VSTL	-1'555'736.60	-1'579'998.45
Prämienreduktion für Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Prämienabzug Vertrag 3253 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	-3'147'716.40	-2'808'180.80
Zuweisung Überschuss auf individuelles Alterssparkonto der Versicherten im Vertrag 3254 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 3.	-3'014'582.90	-2'833'024.00
Prämienreduktion für Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Prämienabzug im Vertrag G0681 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	-180'515.00	-78'157.90
Zuweisung Überschuss auf individuelles Alterssparkonto der Versicherten im Vertrag G0681 Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 3	-876'441.00	0.00
Ausrichtung Überschuss bei Ablauf der Versicherung Art. 18 Abs 2.	-187'316.00	-813'236.00
Verzinsung Überschusskonto	543'283.90	514'439.15
Differenzbetrag verbleibt auf Überschusskonto zugunsten Risikoversicherungsverträge mit Gewinnssystem Ansammlung und Reserve für Überschussausgleich zwischen den Jahren. Vorsorgereglement Art. 18 Abs. 2.	1'814'721.10	1'689'764.85
Bestand Überschusskonto per 31.12.	22'007'677.00	19'649'672.00

92 Laufende Rechtsverfahren

Keine

10 Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Ereignisse nach dem Bilanzstichtag, welche das Ergebnis 2008 beeinflussen, gab es keine.

FIDARTIS Revisions AG

WIRTSCHAFTSPRÜFUNG UND -BERATUNG

BLEICHERWEG 14 POSTFACH 2724 CH-8022 ZÜRICH TEL. +41 44 284 15 55 FAX +41 44 284 15 91 E-MAIL: fidartis@fidartis.ch

Rapport de l'organe de contrôle à l'attention du Conseil de fondation de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Brougg (AG)

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements de la Fondation de prévoyance de l'agriculture suisse, Brougg (AG), pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2008.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements incombe au conseil de fondation alors que notre mission consiste à les vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

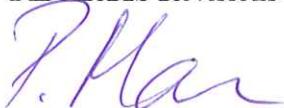
Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives au principe de loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements sont conformes à la loi Suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Zurich, 9 avril 2009

FIDARTIS Revisions AG



Peter Marck

dipl. Economiste d'entreprise ESCEA
Expert-comptable ASE
Agrément en qualité d'expert-réviseur ASR



Lucia Gerber

dipl. Expert-comptable
Agrément en qualité d'expert-réviseur ASR

Annexes: Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)



Zusatzangaben zum Bericht der Revisionsstelle bei Vorsorgeeinrichtungen

Fragen, welche mit Nein beantwortet werden und nicht zu einer Folgefrage führen sind unter Bemerkungen zu erläutern

Geschäftsjahr 2008

Vorsorgeeinrichtung

Name

Vorsorgetiftung der schweizerischen
Landwirtschaft

Verantwortliche Person

Herr Fritz Schober

Strasse

Laurstrasse 10

Postfach

Postfach

PLZ Ort

5201 Brugg

Diese Zusatzangaben ersetzen weder die ordentliche Prüfung noch die Berichterstattung der Revisionsstelle nach Art. 35, 35a und 36 BVV 2. Grundlage zur Prüfung bilden die gesetzlichen, statutarischen und reglementarischen Bestimmungen sowie die Anforderungen und Grundsätze der TREUHAND-KAMMER.

Mit den nachfolgenden Zusatzangaben leistet die Revisionsstelle einen wichtigen Beitrag zur effizienten und risikoorientierten Beaufsichtigung der Vorsorgeeinrichtung.

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
1	GRUNDLAGEN / ZUSAMMENFASSUNG DER PRÜFUNGSERGEBNISSE		
1.1	Auf eine ergänzende Berichterstattung (z.B. Management-Letter) wurde verzichtet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2	Den in der ergänzenden Berichterstattung des Vorjahres angegebenen Empfehlungen wurde Folge geleistet (nur beantworten, wenn im Vorjahr Empfehlungen abgegeben wurden)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	MELDEPFLICHTEN		
	<i>Unterdeckung (nur beantworten, sofern eine Unterdeckung vorliegt)</i>		
2.1	Die Revisionsstelle bestätigt, die besonderen Aufgaben bei Unterdeckung gemäss den Vorschriften von Art. 35a BVV 2 beachtet zu haben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	ORGANISATION / GESCHÄFTSFÜHRUNG		
3.1	Die Vorsorgeeinrichtung verfügt über eine angemessene Organisation, insbesondere bezüglich des:		
	• funktionierenden internen Kontrollsystems	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	• Einsatzes der Informatik	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	• Beitragsinkasso	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<i>Nur beantworten sofern solche Verträge bestehen:</i>		
3.2	Aufträge mit externen Dienstleistern sind vom zuständigen Organ genehmigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
4	TRANSPARENZ		
4.1	Die Information der Vorsorgewerke erfolgt gemäss Art. 48b BVV 2 <i>Nur bei Sammeleinrichtungen zu beantworten:</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2	Die Vorsorgeeinrichtung hat eine kommentierte nachvollziehbare Abrechnung über die Verteilung der Überschussbeteiligung erstellt (Art. 48d Abs. 2 BVV 2)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.3	Der Ausweis der Überschüsse aus Versicherungsverträgen im Anhang der Jahresrechnung erfolgt gemäss den Vorgaben des BSV (siehe Wissenswertes zur Berichterstattung 2008)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	VERMÖGENSVERWALTUNG / LOYALITÄT		
5.1	Das oberste Organ gestaltet, überwacht und steuert nachvollziehbar die ertrags- und risikogerechte Vermögensbewirtschaftung, indem es: <ul style="list-style-type: none"> • in einem Reglement die Ziele und Grundsätze, die Organisation und das Verfahren für die Vermögensanlage festgeschrieben hat • die Ausübung der Aktionärsrechte geregelt hat • organisatorische Massnahmen zur Umsetzung der Mindestvorschriften der Art. 48f-48h BVV 2 getroffen hat • die Anforderungen festgelegt hat, welche die Personen und Einrichtungen, die das Vermögen der Vorsorgeeinrichtung anlegen und verwalten, erfüllen müssen <i>Nur beantworten sofern solche Verträge bestehen:</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.2	Rechtsgeschäfte der Vorsorgeeinrichtung mit Mitgliedern des obersten Organs, mit angeschlossenen Arbeitgebern oder mit natürlichen oder juristischen Personen sowie mit Nahestehenden, die mit der Geschäftsführung oder der Vermögensverwaltung betraut sind, wurden offengelegt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.3	Der Ausweis allfälliger Retrozessionen (Kick-backs, Provisionen usw.) im Anhang der Jahresrechnung erfolgt gemäss Vorgaben des BSV (siehe Wissenswertes zur Berichterstattung 2008)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.4	Die Vorsorgeeinrichtung macht keinen Gebrauch von Securities Lending <i>Nur beantworten sofern von Securities Lending Gebrauch gemacht wird:</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.4.1	Die Bestimmungen zur Effektenleihe der Verordnung der FINMA über die kollektiven Kapitalanlagen wurden sinngemäss eingehalten (Art. 55 Abs. 1 lit. a KAG SR 951.31, Art. 76 KKV SR 951.311, Art. 1 ff. KKV-FINMA SR 951.312)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	ALLGEMEINES		
6.1	Hat die Revisionsstelle Kenntnis von Sachverhalten, die mit den vorliegenden Angaben nicht abgedeckt werden, jedoch für die Stabilität und Sicherheit der VE ein erhebliches Risiko darstellen. Die Revisionsstelle hat keine Kenntnis von entsprechenden Sachverhalten	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Bemerkungen

Revisionsstelle

RAB Registernummer

501'956

zugelassen als

Revisionsexperte/in (definitive Zulassung)

Name

Fidartis Revisions AG

Strasse

Bleicherweg 14

Postfach

Postfach

PLZ Ort

8022 Zürich

Ort und Datum

Zürich, 9. April 2009

Unterschrift



Kontaktperson Peter Marck

Telefon 044 / 284 15 29

E-Mail peter.marck@beret.ch

FIDARTIS Revisions AG
Bleicherweg 14
CH - 8022 Zürich

ERKLÄRUNG DES EXPERTEN FÜR BERUFLICHE VORSORGE

Vorsorgestiftung der schweizerischen Landwirtschaft
Laurstrasse 10
5200 Brugg

In Erfüllung des von der obgenannten Vorsorgeeinrichtung an die Swiss Life erteilten Auftrages bestätigt die unterzeichnende anerkannte Expertin für berufliche Vorsorge,

- dass zwischen dieser Vorsorgeeinrichtung und Swiss Life folgende Lebensversicherungsverträge für die Risiken Alter, Tod und Invalidität bestehen:

Vertrags-Nr. 3253 / 3254 / G0681

Bemerkungen / Empfehlungen

Sämtliche versicherungstechnischen Risiken sind bei der Swiss Life rückversichert.

Die Erstellung einer versicherungstechnischen Bilanz ist nicht notwendig (kongruente Rückdeckung bei Swiss Life).

Zürich, 9. Mai 2008

Walter Keller
Experte gem. Art. 37 BVV 2
c/o Swiss Life
Postfach

8022 Zürich



Angaben des Pensionsversicherungsexperten

Fragen, welche mit Nein beantwortet werden sind unter Bemerkungen zu erläutern

Geschäftsjahr 2008

Vorsorgeeinrichtung

Name

Vorsorgestiftung der schweizerischen
Landwirtschaft

Verantwortliche Person

Schober Fritz

Strasse

Laurstr. 10

Postfach

PLZ Ort

5200 Brugg

Mit nachfolgenden Angaben leistet der Pensionsversicherungsexperte einen wichtigen Beitrag zur effizienten und risikoorientierten Beaufsichtigung der Vorsorgeeinrichtung (nachfolgend VE).

Das Formular ist - unabhängig davon, ob ein neuer versicherungstechnischer Bericht erstellt wurde – jährlich vom Experten für die berufliche Vorsorge auszufüllen (nachfolgend *Experte*). **Es ist nicht anwendbar für Vorsorgeeinrichtungen mit kongruenter Rückdeckung sämtlicher Risiken nach BVG (Alter, Tod, Invalidität). Bei einer Voll- oder Teilautonomisierung der Vorsorgeeinrichtung ist das Formular unverzüglich einzureichen.**

Punkt	Frage/Gegenstand	ja	nein
1	Die Empfehlungen des Experten wurden von der VE umgesetzt oder mit sachlicher Begründung abgelehnt	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Der Deckungsgrad beträgt auf Stufe VE (bilanzierungspflichtiger Rechtsträger) mindestens 100 %	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	<i>Für Sammeleinrichtungen:</i> Der Deckungsgrad beträgt für jedes Vorsorgewerk mindestens 100 %	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Die Wahl des Finanzierungsverfahrens erfolgt in Zusammenarbeit mit dem Experten	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Der Experte erachtet die technischen Rückstellungen als ausreichend ¹	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Die VE verfügt über die notwendige Rückdeckung gem. Art. 43 BVV 2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Wird die Höhe der Wertschwankungsreserve (FER 26 Ziffer 4) in die Überprüfung gemäss Art. 53 Abs. 2 lit. a BVG bzw. Art. 14 GR 2000 ² einbezogen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ Auf der Basis seiner nach anerkannten aktuariellen Verfahren durchgeführten Berechnungen.

² Grundsätze und Richtlinien 2000 für Pensionsversicherungsexperten

